

# INITIATIVE DEVELOPPEMENT PROGRAMME DE CREDIT ET D'EPARGNE

**RAPPORT GENERAL DES AUDITEURS  
EXTERNES SUR LES COMPTES DU  
PROGRAMME DE CREDIT ET D'EPARGNE  
POUR L'EXERCICE CLOS  
AU 31 DECEMBRE 2005**

**- RAPPORT DEFINITIF -**

Avril 2006

***Cabinet STATECO - BUREAU D'Etudes***

<p><b>STATECO</b> <i>Cabinet d'Audit - d'Expertise Comptable et de Conseils</i></p>		<p>08 B.P.319 Tél. (229) 33 54 65 Fax : (229) 33 08 21 INSAE : 2978 322 565 342 Cotonou (BENIN)</p>
---	---	---

# SOMMAIRE

	<b>Pages</b>
<b>OPINION</b>	<b>3</b>
<b>ETATS FINANCIERS</b>	<b>4</b>
Situation patrimoniale Actif	5
Situation patrimoniale Passif	6
Etat de formation du résultat	7
<b>NOTES AUX ETATS FINANCIERS</b>	<b>8</b>
Présentation de Initiative Développement	9
Résumé des principales conventions comptables	11
Analyse des postes de la situation patrimoniale	13
Analyse des comptes de l'état de formation du résultat	19

## ***Cabinet STATECO - BUREAU D'Etudes***

<p><b>STATECO</b> <i>Cabinet d'Audit - d'Expertise Comptable et de Conseils</i></p>		<p>08 B.P.319 Tél. (229) 33 54 65 Fax : (229) 33 08 21 INSAE : 2978 322 565 342 Cotonou (BENIN)</p>
---	---	---

### **MONSIEUR LE DIRECTEUR DU PROGRAMME CREDIT INITIATIVE DEVELOPPEMENT**

### **RAPPORT GENERAL DES AUDITEURS EXTERNES SUR LES COMPTES DU PROGRAMME DE CREDIT ET D'EPARGNE- AU 31 DECEMBRE 2005**

Monsieur le Directeur,

Conformément à la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à l'audit des états financiers au 31 Décembre 2005 du Programme de Crédit et d'Épargne, présentés aux pages 5, 6 et 7 du présent rapport, lesquels ont été préparés suivant les principes comptables énoncés aux pages 10 et 11.

Nous avons pour mission de formuler une opinion sur ces états financiers à la lumière des résultats de nos vérifications.

#### **I. ETENDUE DE LA MISSION D'AUDIT**

Nous avons effectué notre audit selon les normes de révision internationales ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Conformément aux termes de référence, et en accord avec les normes internationales d'audit, nos travaux de vérification ont notamment porté sur les points suivants :

- conformité des états financiers du Programme de Crédit et d'Epargne aux normes de sincérité, de régularité, de transparence et d'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat,
- examen des justificatifs à l'appui d'une opération ou d'un élément afin d'en déterminer la validité,
- enregistrement comptable de tous les encaissements et décaissements effectués,
- etc.

Nous estimons que nos diligences étayent de façon raisonnable notre opinion exprimée ci – après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2005 ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Programme Crédit Epargne de Initiative Développement à la fin de cet exercice.

**Cotonou, le      Avril 2006**

**Ramanou BADAROU**  
**Expert Comptable Diplômé**

# **ETATS FINANCIERS**

**ACTIF SITUATION PATRIMONIALE**

	NOTES	EXERCICE 2005			EXERCICE 2004
		BRUT	AMORT./ PROV.	NET	
<b><u>Opérat° avec les inst. fin. &amp; Ass.</u></b>	<b>3.1.1</b>	<b>16 281 117</b>	<b>-</b>	<b>16 281 117</b>	<b>45 211 555</b>
- Caisses		472 475		472 475	1 128 445
- Banques		15 808 642		15 808 642	44 083 110
<b><u>Opérat° avec les mbres ou bénéf.</u></b>	<b>3.1.2</b>	<b>153 046 821</b>	<b>2 437 071</b>	<b>150 609 750</b>	<b>92 724 080</b>
- Crédits sains		147 141 713		147 141 713	82 429 274
- Créances rattachées		1 251 273		1 251 273	878 380
- Créances en souffrance		4 653 835	2 437 071	2 216 764	9 416 426
<b><u>Opérations diverses</u></b>	<b>3.1.3</b>	<b>5 551 675</b>	<b>-</b>	<b>5 551 675</b>	<b>4 271 690</b>
- Avance au personnel		306 000		306 000	146 000
- Comptes de régularisation		5 245 675		5 245 675	4 125 690
<b><u>Immobilisations</u></b>	<b>3.1.4</b>	<b>23 169 611</b>	<b>13 729 894</b>	<b>9 439 717</b>	<b>11 975 697</b>
- Dépôts et cautionnements		1 050 000		1 050 000	570 000
- Immobilisations incorporelles		2 487 985	2 362 652	125 333	625 000
- Immobilisations corporelles		19 631 626	11 367 242	8 264 384	10 780 697
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>198 049 224</b>	<b>16 166 965</b>	<b>181 882 259</b>	<b>154 183 022</b>

**PASSIF SITUATION PATRIMONIALE**

	NOTES	EXERCICE 2005	EXERCICE 2004
<b><u>Opérations avec les institutions financières et assimilées</u></b>		<b>0</b>	<b>0</b>
- Emprunts à moins d'un an		0	0
<b><u>Opérations avec les membres ou bénéficiaires</u></b>	<b>3.2.1</b>	<b>74 846 764</b>	<b>57 465 213</b>
- Dépôts à vue		73 092 730	56 421 744
- Autres dépôts		1 754 034	1 043 469
<b><u>Opérations diverses</u></b>	<b>3.2.2</b>	<b>1 841 150</b>	<b>34 222 202</b>
- Créditeurs divers		72 445	31 915 486
- Charges à payer		1 768 705	2 306 716
<b><u>Provisions pour fonds propres et assimilés</u></b>	<b>3.2.3</b>	<b>105 194 345</b>	<b>62 495 607</b>
- Subventions d'investissement		8 389 717	11 405 697
- Report à nouveau		-29 276 370	- 49 007 692
- Réserves générales		5 866 280	5 866 280
- Fonds de dotation		104 499 997	74 500 000
- Excédent ou déficit		15 714 721	19 731 322
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>181 882 259</b>	<b>154 183 022</b>

**ETAT DE FORMATION DU RESULTAT AU 31/12/2005**

	NOTES	31/12/ 2005	31/12/2004
Produits d'intérêts		35 880 351	27 501 708
Commissions		3 658 780	1 756 020
Produits divers		337 800	0
Subventions d'exploitation		48 842 327	77 925 292
Reprises sur provisions et amortissements		4 197 120	95 577 372
Produits exceptionnels		9 401 754	23 160 173
		<b>102 318 132</b>	<b>225 920 565</b>
Achats et services extérieurs		(14 224 126)	(15 081 193)
Autres services extérieurs		(10 058 622)	(15 906 683)
Impôts et taxes		-	-
Charges du personnel		(50 428 358)	(44 557 689)
Autres charges		(5 514 245)	(121 103 496)
Dotations aux amortissements et provisions		(6 280 596)	(9 302 704)
Charges exceptionnelles		(97 464)	(287 478)
		<b>(86 603 411)</b>	<b>(206 189 243)</b>
<b>EXCEDENT</b>		<b>15 714 721</b>	<b>19 731 322</b>

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS**

## **1 - PRESENTATION DE INITIATIVE DEVELOPPEMENT**

### ***1.1 - Activités***

Initiative Développement (ID) est une organisation de solidarité internationale qui se consacre exclusivement à la réalisation de programmes de développement.

Créée en 1994, elle est présente au Bénin depuis 1995 et intervient dans les domaines comme l'éducation, la santé communautaire, la promotion rurale et le micro – crédit.

A travers son Programme Crédit – Epargne, Initiative Développement octroie de petits crédits, appuie de petites coopératives d'épargne et de crédit autogérées par les femmes dans les périphéries de Cotonou.

Les ressources de Initiative Développement proviennent :

- des revenus d'intérêts provenant de la gestion de lignes de crédit,
- des subventions obtenues.

### ***1.2 - Fonctionnement de Initiative Développement à travers le Programme Crédit - Epargne***

Initiative Développement à travers le Programme Crédit – Epargne dispose d'un bureau central et de quatre agences toutes installées dans les zones proches de sa clientèle.

Par rapport à l'exécution du Programme, Initiative Développement ne dispose pas d'un Bureau Exécutif et d'une Assemblée Générale. Pour pallier l'absence d'organes de gouvernance à Cotonou, le siège de l'ONG a mis en place en décembre 2004, un comité de pilotage local. Ce comité de six (06) membres a assuré la fonction de Conseil d'Administration au cours de l'année 2005 et sert de base à la constitution des futurs organes de gouvernance formels.

Ce comité de pilotage est constitué de responsables d'IMF, de responsables d'ONG travaillant dans le secteur de la microfinance ou ayant un lien direct ou indirect avec Initiative Développement.

Courant 2006, Initiative Développement a procédé à une transformation institutionnelle. Cette transformation a été matérialisée par :

- la naissance le 14 janvier 2006 d'une association de droit béninois. Elle est composée du personnel du PCE, des représentants des bénéficiaires et de quelques personnes ressources. L'association est dénommée : **Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement** ; en abrégé **ALIDé**
- la mise en place d'un conseil d'administration de 07 membres.

Ladite association est enregistrée au Ministère de l'intérieur sous le numéro 2006/089/DEP-ATL-LITT/SG/SAG-ASSOC du 07 mars 2006.

## **2 - RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

### **2.1 - Généralités**

Les états financiers présentés ont été préparés conformément aux principes comptables définis par la loi PARMEC.

### **2.2 - Subventions**

Les financements reçus des bailleurs de fonds sont comptabilisés comme suit :

- *Subventions d'investissement*

Au passif du bilan, sont comptabilisées en subventions, les subventions utilisées pour le financement d'immobilisations incorporelles d'une part et d'immobilisations corporelles d'autre part.

- *Fonds de dotation*

Au passif du bilan les subventions utilisées pour l'octroi de crédit aux promoteurs sont comptabilisées en fonds de dotation.

- *Subventions d'exploitation*

Les frais de fonctionnement financés par les bailleurs de fonds ont pour contrepartie en compte de résultat les subventions d'exploitation.

### **2.3 - Les opérations avec les membres - Actif**

Elles comprennent les crédits consentis et les créances rattachées. Les crédits consentis sont distingués selon qu'ils sont sains ou en souffrance.

Les crédits en souffrance font l'objet de provisions constituées en fin d'exercice par l'application des taux suivants sur le solde restant dû en fonction de l'antériorité de la créance :

- de plus de 3 mois à 6 mois au plus           40%
- de plus de 6 mois à 12 mois au plus       80%

## **2.4 - Immobilisations**

Les acquisitions de l'exercice sont comptabilisées à leur coût d'achat comprenant le prix d'achat et les frais accessoires encourus jusqu'à la mise en état de fonctionnement.

Les dotations constatant la dépréciation sont calculées selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée des immobilisations appréciée à la date d'acquisition.

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

- Logiciel	50%
- Agencements de bureau	10%
- Matériel et mobilier de bureau	10%
- Matériel informatique	25%
- Matériel de transport	20%

## **2.5 - Incidences fiscales**

Conformément aux articles 12 et 13 de l'accord de siège du 22/01/1998 Initiative Développement est exemptée du versement patronal sur salaire et exonérée des droits et taxes à l'entrée sur :

- les matériels et équipements nécessaires à l'accomplissement de sa mission à l'exception de la taxe statistique, du prélèvement communautaire de solidarité et de la taxe de la voirie ;
- le matériel technique didactique, les ouvrages importés à l'exception de la taxe de voirie ;
- etc.

**3 - ANALYSE DES POSTES DE LA SITUATION PATRIMONIALE****3.1 - Actif****3.1.1 - Opérations avec les institutions financières et assimilées 16 281 117**

Cette rubrique regroupe les encaisses et les avoirs à vue de Initiative Développement (Programme Crédit Epargne) auprès des banques.

Le solde des opérations réalisées s'élève à un montant global de F CFA 16 281 117 au 31/12/2005 et se détaille comme suit :

Caisse	472 475
Banque	15 808 642
	<u>16 281 117</u>

**3.1.1.1 - Caisse 472 475**

Ce montant représente les avoirs détenus dans les caisses au 31/12/2005 suivant le détail ci-après :

- Bureau central	95 135
- Agence A (Caisse épargne)	89 560
- Agence B (Caisse épargne)	134 055
- Agence C (Caisse épargne)	103 425
- Agence D (Caisse crédit)	1 000
- Agence D (Caisse retrait épargne)	49 300
	<u>472 475</u>

Les diligences mises en œuvre à l'occasion du contrôle de ce poste n'ont révélé aucune anomalie.

**3.1.1.2 - Banques 15 808 642**

Le montant inscrit dans la situation patrimoniale au 31/12/2005 se décompose comme suit :

- Banque, compte fonctionnement	495 262
- ID/PCE Opérations clients	2 780 439
- Banque, opérations bénéficiaires	12 532 941
	<u>15 808 642</u>

Les états de rapprochement bancaires ont été présentés ; les contrôles effectués sont satisfaisants.

**3.1.2 - Opérations avec les membres ou bénéficiaires** **150 609 750****3.1.2.1 - Crédits sains** **147 141 713**

Le solde du compte au 31/12/2005 se détaille comme suit :

Crédits sains à CT Bureau central	5 704 367
Crédits sains à CT Agence A	56 905 989
Crédits sains à CT Agence B	22 043 120
Crédits sains à CT Agence C	42 649 398
Crédits sains à CT Agence D	19 838 839
	<b>147 141 713</b>

**3.1.2.2 – Créances rattachées** **1 251 273**

Le solde regroupe :

Créances rattachées Bureau central	24 979
Créances rattachées Agence A	525 581
Créances rattachées Agence B	180 421
Créances rattachées Agence C	400 734
Créances rattachées Agence D	119 558
	<b>1 251 273</b>

**3.1.2.1 - Crédits en souffrance** **2 216 764**

Il représente le montant des crédits en souffrance pour leurs montants nets de provisions, de 3 à 6 mois et de 6 mois à 12 mois. Il se décompose comme suit :

Crédits en souffrance Agence A	1 596 832
Crédits en souffrance Agence B	56 000
Crédits en souffrance Agence C	3 001 003
	<b>4 653 835</b>
Provisions sur crédits en souffrance	<b>(2 437 071)</b>
	<b>2 216 764</b>

Les diligences mises en œuvre à l'occasion de l'examen de ces postes nous permettent de faire les observations ci-après :

✓ Les insuffisances relevées lors de notre première intervention sur les comptes de Initiative Développement à propos du logiciel CBU utilisé n'ont pas été corrigées sur le logiciel. Toutefois, les crédits ont fait l'objet de retraitements manuels au 31/12/2005 et les divers travaux de reclassement et de provisionnement ont été réalisés au moyen du programme EXCEL.

- ✓ Les épargnes constituées par les bénéficiaires de crédit au 31/12/2005 ont été prises en compte pour l'évaluation de la provision nécessaire.
- ✓ L'examen des retraitements effectués n'a révélé aucune anomalie significative.

**3.1.3 - Opérations diverses Actif** **5 551 675**

Le montant des opérations diverses comprend :

Les débiteurs divers	306 000
Les charges constatées d'avance	5 245 675
	<u>5 551 675</u>

Le poste « débiteurs divers / fournisseurs de services » se détaille comme ci-après :

Bon provisoire de caisse	6 000
Avance sur loyers à HOUNMENO	<u>300 000</u>
	306 000

**3.1.4 - Immobilisations** **9 439 717**

**3.1.4.1 - Dépôts et cautionnements** **1 050 000**

Cette rubrique regroupe les dépôts de loyer pour :

Agence A	300 000
Agence B	120 000
Agence C	480 000
Agence D	150 000
	<u>1 050 000</u>

**3.1.4.2 - Immobilisations incorporelles** **125 333**

Il s'agit de la valeur comptable nette des autres valeurs immobilisées qui s'analyse comme suit :

- Valeur d'origine	188 000
- Amortissements	(62 667)
	<u>125 333</u>

**3.1.4.3 - Immobilisations corporelles****8 264 384**

Le montant se détaille comme suit au 31/12/2005 :

<b>ELEMENTS</b>	<b>Valeur brute au 31/12/2005</b>	<b>Amortissements au 31/12/2005</b>	<b>Valeur comptable nette au 31/12/2005</b>
Aménagements de bur	618 100	107 746	510 354
Mobiliers de bur	5 427 300	2 517 901	2 909 399
Matériels de bureau	4 653 140	1 660 801	2 992 339
Matériels informatiques	5 535 086	3 912 904	1 622 182
Matériels de transport	2 520 000	2 510 000	10 000
Autres matériels	878 000	657 890	220 110
<b>TOTAUX</b>	<b>19 631 626</b>	<b>11 367 242</b>	<b>8 264 384</b>

A propos de l'examen des comptes d'immobilisations, nous pouvons relever ce qui suit :

- ✓ Un inventaire des immobilisations a été réalisé au 31/12/2005 ;
- ✓ Les taux d'amortissement utilisés sont conformes aux prescriptions fiscales.

**3.2 – PASSIF****3.2.1 – Opérations avec les membres ou bénéficiaires 74 846 764**

Le solde au 31/12/2005 regroupe :

Dépôts à vue	73 092 730
Autres dépôts	1 754 034
	<u>74 846 764</u>

<b>Bureau Agence</b> <b>Eléments</b>	<b>Bureau central</b>	<b>Agence A</b>	<b>Agence B</b>	<b>Agence C</b>	<b>Agence D</b>
Dépôts à vue	43 300	40 301 752	13 210 867	16 268 206	3 268 605
Autres dépôts	-	607 500	813 600	253 964	78 970
	<b>43 300</b>	<b>40 909 252</b>	<b>14 024 467</b>	<b>16 522 170</b>	<b>3 347 575</b>

**3.2.2 - Opérations diverses Passif 1 841 150**

Ce poste s'analyse comme suit au 31/12/2005 :

Personnels rémunérations dues	72 445
Charges à payer	1 768 705
	<u>1 841 150</u>

**3.2.2.1 Personnel rémunération dues 72 445**

Il s'agit de la rémunération due à Mireille KOUKOU, assistant comptable.

**3.2.2.2.- charges à payer 1 768 705**

Le solde du compte au 31/12/2005 se détaille comme suit :

Eau et électricité	97 106
Téléphone	5 400
KOUKOU pour prestation fournie	65 000
Abonnement le Matinal	26 466
Congés dus au personnel	<u>1 574 733</u>
	<b>1 768 705</b>

<b>3.2.3 - Provisions, Fonds propres et assimilés</b>	<b>105 194 345</b>
Subventions d'investissement	8 389 717
Report à nouveau	(29 276 370)
Réserve générale	5 866 280
Excédent de l'exercice	15 714 721
Fonds de dotation	104 499 997
	<hr/>
	<b>105 194 345</b>

Le siège de Initiative Développement en France a procédé à une remise de dettes au PCE de Initiative Développement au Bénin pour un montant de FCFA 29 999 997. Par conséquent, l'avance de fonds initialement enregistrée au compte « Avances de trésorerie » au 31/12/2004 a été virée au compte « fonds de dotation ».

**4 - ANALYSE DES COMPTES DE L'ETAT DE FORMATION DU RESULTAT****4.1 - Activités d'exploitation****4.1.1 - Comptes de produits d'exploitation**

Ils se détaillent comme suit :

Intérêts sur crédits à court terme	35 490 612
Autres intérêts	389 739
Commissions	3 658 780
Produits divers	337 800
Subventions d'exploitation	48 842 327
Reprises sur provisions et amortissements	4 197 120
	<b>92 916 378</b>

**4.1.2 - Comptes de charges d'exploitation**

Ils s'analysent comme suit :

Achats et services extérieurs	14 224 126
Autres services extérieurs	10 058 622
Charges du personnel	50 428 358
Autres charges	5 514 245
Dotations aux amortissements et provisions	6 280 596
	<b>86 505 947</b>

**4.2 - Activités exceptionnelles****4.2.1 - Comptes de produits exceptionnels**

Ils regroupent :

Quote part de subvention d'invest / compte de résultat	3 916 980
Autres produits exceptionnels	5 484 774
	<b>9 401 754</b>

**4.2.2 - Comptes de charges exceptionnelles**

Ils regroupent :

Valeur comptable des éléments d'actif cédés	73 455
Autres charges exceptionnelles	<u>24 009</u>
	97 464

Les diligences mises en oeuvre à l'occasion du contrôle des comptes de gestion ont permis de relever ce qui suit :

- ✓ Les autres charges renferment des pertes sur crédits pour un montant global de FCFA 3 768 245.
- ✓ L'état salarial présenté par ID/PCE n'est pas exhaustif, il ne comprend pas les congés payés. De plus, il existe un écart de FCFA 12 462 204 entre les frais de personnel enregistrés en comptabilité et ceux déclarés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Il correspond aux indemnités de transport, aux primes de treizième mois et aux charges de congés à payer.